



Charles et Zita, Une paix dynastique pour sortir de la guerre totale

Professeur Olivier Chaline,
Professeur d'histoire moderne
Université Paris-Sorbonne
Journées de Solesmes
1^{er} avril 2017

Il y a cent ans et un jour, le 31 mars 1917, le prince Sixte de Bourbon Parme était reçu à l'Élysée par le président Poincaré. Il porta à sa connaissance un document exceptionnel, la lettre en français de l'empereur d'Autriche Charles Ier par laquelle le souverain faisait connaître, officiellement au prince mais en fait au président, non seulement les concessions qu'il était résolu à accepter pour obtenir la paix mais encore le soutien qu'il était disposé à apporter aux revendications françaises sur l'Alsace-Lorraine¹. Tout dans cette initiative était inouï : la démarche, le texte et, il faut le souligner d'entrée, la prise de risque acceptée par le Habsbourg qui agissait complètement à l'insu de son allié allemand.

Cette tentative de paix est un des épisodes les plus étonnants de la Grande Guerre. Sans doute est-il de bon ton, dans certains milieux, universitaires ou non, de la tourner en dérision en pointant la naïveté, l'inexpérience, les ambiguïtés et surtout en définitive le catholicisme de ses auteurs, Charles Ier mais aussi Zita. Il n'en demeure pas moins que, par des moyens inusités, un jeune souverain qui n'était pas depuis 6 mois sur le trône, fut à l'origine de la plus aboutie de toutes les ouvertures de paix du premier conflit mondial. Au moment où la guerre prenait des caractéristiques qui ont pu la faire qualifier de « totale », le blocus allié étranglant les Empires centraux et la guerre sous-marine à outrance, alors que s'effondrait dans la révolution la Russie des Romanov, les souverains austro-hongrois ont tenté une paix dynastique inspirée par

¹ Voir le témoignage direct et détaillé qui est celui du prince Sixte de Bourbon Parme, *L'Offre de paix séparée de l'Autriche* (5 décembre 1916-12 octobre 1917). Avec deux lettres autographes de l'empereur Charles et une note autographe du comte Czernin, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 9e édition. 1920 (disponible en ligne sur gallica)

leur foi profonde et par la conscience qu'ils avaient de leurs devoirs envers leurs peuples. C'est là ce qui est incompréhensible à beaucoup et c'est justement ce qu'il faut examiner. Commençons par situer cette initiative parmi les autres tentatives de paix. Ensuite, voyons quelle fut l'implication personnelle des souverains. Enfin examinons quelle fut leur marge de manœuvre ?

Une tentative de paix pas comme les autres

Dans le rescrit daté du 22 novembre 1916, lendemain de son avènement, Charles Ier faisait savoir à ses peuples ceci : « Je veux tout faire pour bannir, dans les plus bref délais, les horreurs et les sacrifices de la guerre et rendre à mes peuples les bénédictions disparues de la paix aussitôt que le permettront l'honneur des armes, les conditions vitales de mes États et de leurs fidèles alliés et l'entêtement de nos ennemis ». C'était faire connaître son désir de paix. Pourtant, les négociations de paix des souverains austro-hongrois ne sont pas la première initiative pour discuter d'une fin du conflit. Elles sont précédées, le 12 décembre 1916, d'une Note que le chancelier allemand Bethmann-Hollweg a fait transmettre au nom des Empires centraux (Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie et Bulgarie) par des États neutres (États-Unis, Espagne et Suisse) aux puissances de l'Entente (France, Grande-Bretagne, Russie et Italie pour les principales).

Cette Note n'apporte aucune proposition concrète sur ce qui serait à discuter entre les deux camps, mais c'est une initiative allemande imposée aux alliés de l'Allemagne, en particulier à l'Autriche-Hongrie dont Berlin refuse de s'engager à défendre l'intégrité territoriale. Cela a de quoi inquiéter à Vienne où on se souvient qu'au début de 1915, Berlin était prêt à prévenir le passage de l'Italie dans le camp adverse, moyennant la cession de territoires autrichiens. Survenant trois semaines après la mort de François-Joseph et l'avènement de Charles dont les dispositions d'esprit ne sont peut-être pas propres à rassurer Berlin, la Note peut être interprétée comme une manière de prendre de vitesse le nouvel empereur et de lui lier les mains en lui montrant qu'on a proposé la paix et qu'elle est bel et bien impossible. La Note est d'ailleurs vidée de son contenu par les chefs militaires allemands qui formulent des exigences tout à fait inacceptables pour l'Entente. Rien d'étonnant à ce que l'initiative allemande soit rejetée, ce qui est public le 10 janvier 1917.

C'est en parallèle que se développe, dans le secret, l'initiative de Ch Ier, puisque la duchesse de Parme, mère de Zita, écrit le 5 décembre 1916 à la reine des Belges (Elisabeth de Bavière) qu'elle souhaiterait voir ses fils Sixte et Xavier qui servent dans l'armée belge (faute d'avoir pu le faire dans celle de la France).

Les négociations de paix tentées directement par Charles Ier durent de fin janvier à fin juin 1917. On peut distinguer un temps pour établir le contact puis deux grandes phases.

Du 29 janvier au 19 mars, l'entrée en scène des deux princes de Parme. Avec l'accord des souverains belges, ils retrouvent leur mère à Neuchâtel en Suisse le 29 janvier, apprennent que leur beau-frère veut faire des ouvertures de paix à l'Entente et qu'il leur propose même de venir à Vienne. Ils remettent une note française sur les conditions de paix qui seraient celles des Alliés. Puis le 14 et 20 février, toujours à Neuchâtel, ils rencontrent l'envoyé de Charles, le comte Erdödy. Destinataires d'une déclaration en allemand du comte Czernin, ministre des Affaires Étrangères, et surtout d'une note manuscrite dans la même langue de Charles précisant et corrigeant le document précédent, ils sont ensuite reçus à deux reprises début mars par le président Poincaré qui leur communique les conditions impératives de la France.

Le 19 mars, lorsque les deux princes rencontrent à nouveau Erdödy, celui-ci les convainc d'aller incognito à Vienne avec lui. Les 23 et 24 mars, au château de Laxenburg, ils retrouvent Charles et Zita et reçoivent une lettre en français de Charles qu'ils montrent à Poincaré le 31. Intervient peu après le président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères Ribot qui décide d'en parler lui-même, non à George V d'Angleterre mais au Premier ministre britannique, Lloyd George, et surtout d'en aviser les Italiens (les a-t-il lui-même incités au refus, comme le suggère F. Fejtö ?). C'est chose faite à St Jean de Maurienne le 19 avril suivant. Le refus catégorique du ministre des Affaires Étrangères italien Sonnino marque l'échec de la première tentative.

La seconde se déroule en mai-juin suivants, alors que le chef d'état-major italien, le général Cadorna, a esquissé des velléités de paix, vite tenues en échec par le gouvernement de son pays. Le 9 mai, Sixte rencontre à nouveau Charles Ier qui lui remet une autre lettre en français. Le 20, il est reçu par Poincaré puis le 23 par George V. Mais Ribot tient les ouvertures autrichiennes pour des « moyens louches et détournés », autrement dit pour des manœuvres allemandes. Plus rien ne se passe et le 20 juin le gouvernement français fait savoir aux deux princes que la discussion est close. Cinq jours plus tard, ils regagnent leur régiment d'artillerie belge.

La période des négociations de Charles Ier est marquée par une série d'événements majeurs : le 1er février la décision allemande de mener la guerre sous-marine à outrance, ce qui provoque, le lendemain, la rupture des relations diplomatiques entre Washington et Berlin puis le 6 avril la déclaration de guerre des États-Unis à l'Allemagne (pas à l'Autriche-Hongrie avant décembre). Dans l'intervalle, le 9 mars, Washington a fortement encouragé Vienne à ouvrir des négociations, puis le 17 mars, après 8 jours de révolution à Petrograd, Nicolas II abdique.

Après l'échec de la double tentative des souverains austro-hongrois, il y a d'autres démarches, ouvertures de paix ou simples appels.

Au printemps et à l'été 1917, via la comtesse de Mérode et les Belges, le baron von der Lancken, du gouvernement général d'occupation à Bruxelles, prend contact avec Briand qui n'est plus aux affaires pour ouvrir des discussions. Briand en informe Paul Painlevé, devenu Président du Conseil le 12/09, Ribot restant aux Affaires Étrangères.

Il lui adresse un mémoire que Ribot dénature pour empêcher que suite soit donnée aux propositions allemandes incluant une restitution, au moins partielle, de l'Alsace-Lorraine. Briand renonce.

Dans le Reich allemand, arrive le nouveau nonce à Munich, Mgr Pacelli (le futur Pie XII) qui rencontre le chancelier, l'empereur Guillaume puis Charles Ier. Une semaine après la démission du chancelier Bethmann-Hollweg dont les militaires se défiaient, le Reichstag vote le 19 juillet la résolution du député Erzberger d'une paix sans annexion ni indemnités. Sans suite.

Le 1er août, le pape Benoît XV commence à diffuser sa Note aux belligérants. Elle est publiée le 16 dans la presse des pays alliés, suscitant l'hostilité. Charles Ier est le seul chef d'État à y répond personnellement, le 4/10, se disant prêt à ouvrir des « discussions ». « Importante mais décourageante » écrivit Benoît XV en français sur la réponse.

Le 1er août encore avait eu lieu à Fribourg en Suisse la discrète rencontre de deux diplomates, le comte Armand, un Français, et Nikolaus Reverte, un Autrichien. Elle fut suivie d'une seconde le 20. L'initiative provenait du 2e Bureau de l'Etat-Major français qui n'était pas idéologiquement hostile à l'Autriche et réfléchissait à ce que serait l'Europe d'après-guerre. Les propositions françaises furent cette fois transmises par Vienne à Berlin qui les rejeta dès le 28. Elles n'en avaient pas moins créé un vif émoi chez les émigrés tchèques et slovaques établis en France et en Grande-Bretagne et qui espéraient bien en finir avec les Habsbourg.

Avant même la fin de l'été 1917, les tentatives de paix ont tourné court et l'arrivée de Clémenceau à la Présidence du Conseil le 15 novembre signifie qu'elles ne sont plus de saison. Celles qui ont été directement l'œuvre de Charles Ier et de Zita sont celles de l'hiver et du printemps. Elles se distinguent des autres par l'implication qui fut alors celle des souverains.

Quelle implication des souverains ?

La particularité des tentatives impériales de janvier à mai 1917 a été double : l'engagement personnel des souverains et le caractère familial et même dynastique de leur démarche.

Celle-ci passe par de tout autres canaux que ceux de la diplomatie professionnelle en place depuis plusieurs siècles. Les dynasties servent de moyen de communication supranationale quand tous les autres ont disparu. Surtout, l'ouverture de paix repose sur la force d'un lien de parenté étroit (sœur/frères, mère/fils etc) et sur une très grande confiance. La démarche des souverains austro-hongrois s'appuie sur des discussions politiques entre le prince Sixte et son beau-frère à la veille de la déclaration de guerre. Mais cette diplomatie secrète est surtout personnelle.

Est-ce là le retour anachronique d'une très ancienne pratique ? On peine à trouver des précédents, même dans des siècles éloignés, sans doute parce qu'il était alors admis qu'on pouvait négocier en pleine guerre et que ce n'était pas encore tenu pour une forme de trahison. Ce qui se trouverait de plus proche serait le Secret du Roi, cette diplomatie parallèle qu'avait mise en place Louis XV sous son contrôle exclusif, mais il n'y mêla pas sa parenté et la reine n'en eut jamais vent.

Les frères Bourbon Parme se trouvent investis d'une mission qui nécessite des interlocuteurs crédibles et il faut noter qu'ils ont été tenus pour tels. Si le message est finalement rejeté, ce n'est pas a priori le cas des messagers du côté français. Leur proximité avec les nouveaux souverains parle pour eux, tout comme leur connaissance du monde. Servant dans une armée alliée, faute d'avoir pu s'engager dans celle de la France, ils sont reçus à l'Elysée et ont leurs entrées dans la haute administration. Dès janvier 1916, des proches ont fait valoir au directeur du protocole du Quai d'Orsay, William Martin, que le prince Sixte et Xavier pourraient entrer en rapports avec la cour d'Autriche si les intérêts de la France venaient à l'exiger. Ils sont décorés de la croix de guerre par le président Poincaré le 21 mai 1916, en même temps que la reine des Belges. A l'été, W. Martin leur fait dire : « Il faut que l'Autriche subsiste, dans notre intérêt » et en octobre, le prince Sixte rencontre Freycinet, puis Briand, dès avant la mort de François-Joseph, puis après le changement de règne Jules Cambon qui ne leur cache pas que « des papiers ont été signés », notamment avec l'Italie. Il s'agit du traité secret de Londres dont il sera question plus loin.

Les deux beaux-frères ne sont pas des diplomates au sens professionnel de ce mot. Quel est leur rôle exact ? Intermédiaires à coup sûr, mais davantage encore quand ils rédigent des textes pour l'Empereur, ce qui ne laisse pas d'être surprenant : projets de notes, de déclarations officielles... On ne sait pas au juste ce que Charles Ier en a pensé. Toujours est-il qu'à Vienne le comte Czernin se défie d'eux qu'il tient, non sans raison, pour les agents d'une paix française. Ils représentent le seul canal possible mais aussi le plus direct et le plus fiable pour les souverains qui prennent un risque considérable dans cette affaire : Charles Ier s'y implique personnellement d'une manière qui doit échapper à ses alliés allemands.

L'implication de Charles Ier est d'abord indirecte : le comte Erdödy, ami d'enfance, qui parle en son nom à Neuchâtel et la première lettre du prince Site énonçant les conditions françaises, si elle est écrite à Zita est bien destinée à Charles.

Puis il y a, ajoutées à la peu encourageante note écrite par son ministre des Affaires Étrangères, le comte Czernin, les quelques phrases manuscrites en allemand de l'Empereur, par lesquelles il s'engage à exercer des pressions sur l'Allemagne afin qu'elle restitue l'Alsace-Lorraine et dans lesquelles il insiste sur son indépendance par rapport à l'Allemagne. C'est cet ajout qui change tout car il fait forte impression sur Poincaré.

Enfin, ce sont les discussions avec les deux princes à Laxenburg et, surtout, la lettre en français dont le prince Sixte est le destinataire apparent et qui est, en fait, destinée au

président Poincaré. Il semble très probable que, si le comte Czernin a été informé – par téléphone, un moyen très utilisé par Charles Ier - de l'idée générale de ce document, il n'a pas eu connaissance de sa formulation finale, très au-delà de ce que lui-même pouvait envisager et sans doute accepter : l'admiration pour la résistance des armées françaises – la bataille de Verdun a été livrée l'année précédente - et « l'esprit de sacrifice de tout le peuple français », ainsi que le soutien aux « justes revendications de la France relatives à l'Alsace-Lorraine ²».

Pour prendre un tel risque en agissant partiellement à l'insu de son ministre et, complètement, à celui de ses alliés, il fallait non seulement se fier au messenger mais encore et surtout au destinataire³. C'était brûler ses vaisseaux et c'est justement sur ce point qu'en avril 1918, Clémenceau, devenu entretemps président du Conseil et découvrant l'existence de ces tractations secrètes, put s'attaquer au comte Czernin qui avait prétendu à tort qu'il quémandait la paix en discréditant Charles auprès des Allemands.

L'impératrice Zita ne s'est pas jamais vantée de ce qu'elle a fait, conservant le silence sur l'ampleur exacte de son action, qui reste, de ce fait, dans une certaine obscurité. Inversement, les propos hostiles n'ont pas manqué à son encontre, faisant d'elle tantôt une Française tantôt une Italienne. Pour l'ambassadeur allemand à Vienne, Charles est sous la coupe de sa femme et de sa belle-mère, elles-mêmes manipulées par les jésuites... Il est quasiment certain que Charles Ier lui confiait ses préoccupations et ses craintes, ainsi début avril, au retour de la rencontre, infructueuse, avec les souverains allemands à Bad Homburg : évoquant les terribles difficultés avec des alliés qui refusent d'entendre ses arguments, il en vient à envisager, en dernier recours, une paix séparée.... Jusqu'où était-elle au courant des intentions de l'Empereur et roi ? Il est vraisemblable qu'elle savait ne pas poser de questions mais écouter avec la plus grande attention.

C'est elle qui correspond avec ses frères Sixte et Xavier servant pourtant dans une armée de l'Entente, via leur mère par la Suisse, des traces. C'est elle encore qui est destinataire de la lettre de Sixte du 14 février énumérant à l'intention de Charles les conditions françaises. Lorsque les princes viennent en Suisse à Neuchâtel, elle les exhorte à pousser jusqu'à Vienne par un message que leur remet le comte Erdödy : « Pense à tous les malheureux qui doivent vivre dans l'enfer des tranchées, qui meurent par milliers tous les jours : viens ! »

² Texte cité dans le livre du prince Sixte, op. cit., p. 96-98 et donné ici en annexe.

³ En février, les originaux de la déclaration en allemand du comte Czernin sont détruits à Neuchâtel après traduction en français par le prince Xavier, celle-ci étant signée par le comte Erdödy. L'original autographe en allemand de Charles Ier est alors déchiré et brûlé une fois lu, en présence d'Erdödy et à sa demande. Le texte fut ensuite reconstitué de mémoire à Paris par le prince Sixte pour les besoins de la négociation afin de dissiper la mauvaise impression produite par la déclaration du comte Czernin. Mais la lettre autographe en français du 24 mars fut transmise au gouvernement français et c'est ainsi que Clémenceau put plus tard en avoir connaissance.

Le soir du 23 mars 1917 à Laxenburg, elle n'est là qu'au début de l'entrevue entre ses frères et son mari. Elle se retire rapidement. Mais il y a tout lieu de penser qu'elle est, bien davantage que le comte Czernin, au courant de la teneur de la lettre écrite par Charles au prince Sixte. Sans doute l'a-t-elle relue et corrigée, au moins pour l'exactitude de la langue. En mai, elle écrit à nouveau au prince Sixte, comme Charles d'ailleurs, l'incitant à revenir.

C'est peu dire que les souverains ont tenté tout ce qui était en leur pouvoir. Mais il faut justement se demander quelle était au juste leur marge de manœuvre.

Quelle marge de manœuvre ?

La question est d'abord à poser en termes d'autorité politique. Il s'avère qu'il y a une singulière disparité entre Charles Ier et ceux qu'il essaie de toucher dans le camp opposé, comme aussi chez l'allié allemand.

Il est l'Empereur et Roi, soit l'autorité suprême dans le système politique austro-hongrois, et aussi le commandant de l'armée impériale et royale. Il a donc d'amples pouvoirs à première vue. En même temps, il se défie de son ministre des Affaires Étrangères, qui d'ailleurs a une piètre opinion de lui, ce qu'il ignore. Il agit sans le tenir complètement au courant de ce qu'il fait et la divergence d'appréciation, de caractère aussi, entre les deux hommes s'aggrave au fil des mois. Czernin mène sa propre diplomatie secrète : en mars 1917, il charge son ami le comte Mensdorf de discuter en Suisse avec les Français et Berlin en est informé. Jusqu'à quel point Charles Ier l'est-il ? Tout cela conduit aussi à un certain isolement de l'Empereur qui n'a pas eu la chance d'avoir ces mentors expérimentés et complètement fiables que furent en 1740 les ministres de Marie-Thérèse ou en 1848 l'archiduchesse Sophie et l'énergique Félix Schwarzenberg pour le jeune François-Joseph.

Regardons maintenant ceux qui eurent connaissance au printemps 1917 des démarches de Charles Ier. Si l'Autriche-Hongrie ne parle pas que d'une seule voix, il en va de même ailleurs le plus souvent.

En France, Raymond Poincaré est le président de la République, mais dans la pratique qui est celle de la III^e République depuis 1877, il n'a que peu d'autorité. C'est le président du Conseil qui est le personnage clé, surtout s'il détient le portefeuille des Affaires Étrangères. Et là le remplacement d'Aristide Briand par Alexandre Ribot, en mars 1917, n'a pas joué en faveur de l'initiative de Charles Ier. Le nouveau président du Conseil est moins souple pour une négociation compliquée et pas nécessairement bien disposé envers des personnalités trop « Ancien Régime » à ses yeux⁴.

⁴ Précisons que Clémenceau, qui n'était pas aux affaires lors de cette tentative de paix, n'est pour rien dans son échec. Ce n'est qu'une fois devenu président du Conseil qu'il en fut informé et qu'il prit connaissance de la lettre de Charles Ier qu'il divulgua lorsque le comte Czernin l'eut publiquement provoqué en prétendant, le 2 avril 1918, lors d'un discours à l'Hôtel-de-Ville de Vienne, qu'il avait demandé la paix.

Au Royaume-Uni, George V, que Poincaré avait envisagé de prévenir, avant d'en être empêché par Ribot, n'est qu'un monarque aux pouvoirs limités, si prestigieuse que soit la Couronne. C'est le Prime Minister Lloyd George, qui a le rôle politique essentiel. Mais, bien plus que Ribot, il accueille avec grande faveur l'initiative austro-hongroise.

Enfin, il y a l'Italie où le rôle majeur dans cette affaire n'est revenu ni au roi Victor-Emmanuel III, ni même au premier ministre Antonio Salandra mais au ministre des Affaires Étrangères, Sydney Sonnino, qui, lui, a bloqué systématiquement toutes les possibilités de paix, opposant un refus catégorique aux Français et Britanniques en avril puis ne donnant pas au roi l'autorisation de se rendre en France lorsqu'il est question en mai d'une offre de paix italienne provenant du chef d'état-major des armées italiennes, le général Cadorna.

Dans les deux camps, se pose une même question, celle des rapports entre alliés. C'est précisément là-dessus qu'échoue l'initiative de Charles Ier.

Du côté de l'Entente, le gouvernement italien se montre intraitable sur les buts de guerre qui sont les siens, à savoir l'obtention de territoires austro-hongrois qualifiés de « terres irrédentes » : Trente, Gorizia, Trieste, la côte dalmate, de manière à faire de l'Adriatique autant que possible un lac italien. Ces revendications étaient au cœur des discussions qui ont précédé l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente, Rome entendant faire monter les enchères entre les deux coalitions rivales. Par le traité secret de Londres du 26 avril 1915 (qui ne sera divulgué qu'en 1917 dans un journal bolchevik après la chute de Nicolas II, le Parlement italien n'ayant pas été informé), Français et Britanniques paient au prix fort l'alliance italienne. Ils s'engagent (article 4), en cas de victoire à accorder à l'Italie le Trentin, le Tyrol du Sud, le Brenner, Gorizia, Trieste et ses environs, l'Istrie moins Fiume, une partie des îles et du littoral dalmates (art. 5), mais aussi de l'Albanie dont le reste deviendrait un protectorat italien (art. 6 et 7). Enfin le démantèlement de l'Empire ottoman est esquissé puisque l'Italie une part de la Turquie d'Asie. Le texte (art. 14) exclut les représentants du Saint-Siège de « quelques démarches diplomatiques que ce soit, concernant une conférence de paix ou un règlement de questions se rapportant à la présente guerre », mais, nulle part, il n'est explicitement prohibé de faire une paix séparée avec un adversaire. Ce sont les engagements du traité de Londres qui sont opposés péremptoirement par Sonnino à Ribot et Lloyd George qui n'insistent pas, d'autant plus que l'ambassadeur français à Rome, Camille Barrère est très hostile à l'Autriche. Le plus petit des grands Alliés refuse la paix de l'Autriche, mais celle-ci a délibérément ignoré Rome et c'est une première difficulté.

Du côté des Empires centraux, c'est à l'inverse le plus important des belligérants qui s'avère sourd à toute proposition de paix et l'Autriche-Hongrie qui se trouve en position de faiblesse. Car après deux à trois ans de guerre l'Allemagne tient l'Autriche-Hongrie dans sa dépendance et le lui fait sentir en maintes occasions. Elle lui impose ainsi le 1er février 1917 la guerre sous-marine à outrance dont Charles Ier ne voulait pas. L'Empereur n'en a été que plus désireux d'échapper à cette tutelle de plus en plus

pesante. Mais quelle prise peut-il avoir sur un tel allié qui entend assurer seul la conduite de la guerre, se défie de lui, voire le méprise ? C'est là un problème majeur. Charles est sincèrement décidé à soutenir les intérêts français – et il semble même avoir envisagé, une fois la guerre finie, de s'allier à la France, comme au temps de Marie-Thérèse – mais il s'avance beaucoup en s'engageant à faire pression sur les Allemands pour l'Alsace-Lorraine. Quels sont ses interlocuteurs ? Guillaume II, mais il n'est pas du tout dans le même état d'esprit. Surtout il n'a plus véritablement de pouvoir, celui-ci étant, de fait, passé aux mains du Grand État-Major avec Hindenburg et Ludendorff. Le chancelier Bethmann-Hollweg, mais lui non plus ne partage pas les vues de Charles Ier et il est amené à démissionner en juillet 1917. Quant au haut commandement allemand, il méprise de plus en plus ouvertement son allié austro-hongrois... Charles Ier ne peut tenter d'agir qu'à l'insu de l'Allemagne.

Une paix séparée était-elle possible ?

Il y a là une équivoque fondamentale dans la manière dont l'initiative de Charles Ier est comprise chez les Français et les Britanniques. Pour Charles Ier, une paix séparée n'est que la solution ultime, celle qu'il faut éviter car elle serait contraire à son devoir d'allié et de soldat. En outre, il sait très bien ce qu'elle entraînerait pour son pays. Il veut donc convaincre son allié allemand pour parvenir à une paix générale, qui serait de compromis. En s'adressant aux Français puis aux Britanniques, il espère que ceux-ci pourront gagner l'Italie à leurs vues ou bien les lui imposer.

Pour le prince Sixte, pour ses interlocuteurs français, Poincaré, Jules Cambon et surtout Ribot, ainsi que pour les Britanniques, l'initiative de Charles Ier est l'amorce d'une paix séparée devant déboucher sur une alliance entre l'Autriche-Hongrie et l'Entente. Lui faire bon accueil, c'est commencer à disloquer la coalition adverse pour venir à bout du véritable ennemi qui est l'Allemagne. Il n'est pas certain que l'on mesure l'étroitesse de la marge de manœuvre de l'Empereur.

Charles Ier pouvait-il se soustraire au contrôle croissant de cet allié de plus en plus abusif qu'était désormais le Reich allemand ? C'était très peu probable car il était déjà très tard, sans doute trop tard. Il y a tout d'abord la mise en tutelle croissante du haut-commandement austro-hongrois par les Allemands, à mesure que les défaites face aux Russes se sont succédées. Le futur souverain en avait lui-même fait l'expérience quand il avait reçu de hautes responsabilités en 1916 : il était flanqué de Von Seeckt, un Allemand qui exerçait la réalité du commandement. Charles Ier a cherché à desserrer le contrôle en délocalisant l'AOK (*Armeeoberkommando*), l'Etat-Major, de Teschen, tout près de l'Allemagne, à Baden, au Sud de Vienne, non loin de Laxenburg où il s'établit lui-même hors de la capitale impériale.

Plus fâcheuse encore est l'imbrication sur le terrain des unités austro-hongroises et allemandes, parfois dans les mêmes brigades et les mêmes divisions. Elle est explicitement évoquée par le prince Sixte dans sa lettre à Charles Ier du 16 mars 1917.

Impossible de faire bande à part, alors que mépris croissant et ostensible des Allemands pour les Austro-Hongrois, surtout pour les Slaves.

Un possible après-guerre est déjà en train de se dessiner si l'Allemagne est victorieuse: Berlin redessinerait l'Europe centrale, avec ou sans les Habsbourg, en soumettant les Slaves à l'élément allemand secondé par les Hongrois. Soit l'Autriche-Hongrie sera transformée en une grande Bavière, soit les pays « allemands » de la Double Monarchie seront réunis au Reich allemand. En cas de défection habsbourgeoise, une invasion et une occupation de l'Autriche-Hongrie, voire la capture et l'internement des souverains, n'auraient rien d'in vraisemblable. Le comte Czernin, très agacé de cette sujétion croissante, en tire des conséquences différentes de Charles Ier. Comment éviter l'irréparable avec l'allié ?

Concluons en insistant que le fait que l'initiative de Charles Ier n'a pas été que la sienne. D'une manière certaine, même si les modalités n'en apparaissent que partiellement, c'est aussi celle de Zita, même si l'impératrice-reine n'a manifestement jamais cherché à mettre son action en pleine lumière.

L'échec de cette tentative pour rendre à l'Autriche-Hongrie sa liberté de manœuvre a été très lourde : la marge de manœuvre de Charles Ier est ensuite encore plus réduite qu'avant puisqu'il se trouve désormais sous une double surveillance, celle de Berlin et celle, à Vienne, de Czernin, inquiet des réactions allemandes.

Comme c'est l'Italie qui a fait échouer l'initiative de paix austro-hongroise, c'est sur elle que Charles Ier fait porter, avec les Allemands, le poids de l'effort de guerre au moment où l'armée russe se désagrège : à partir du 24 octobre 1917, c'est l'offensive dite de Caporetto, qui, sans l'intervention des réserves franco-britanniques, aurait pu entraîner l'effondrement italien et de nouvelles négociations. Mais là aussi, l'effort n'a pu aboutir et les troupes austro-hongroises se trouvent désormais aux prises avec celles de la France et de la Grande-Bretagne. Désormais, Charles Ier est de plus en plus dépendant de l'Allemagne et la divulgation, le 12 avril 1918, par Clémenceau des démarches de l'Empereur achève le processus.

En définitive, le jugement de la postérité sur Charles Ier restera sans doute ambivalent : il y aura toujours ceux qui ne retiendront que l'échec, celui de la paix et celui final de l'Autriche-Hongrie, sans nécessairement en peser toutes les raisons ; et ceux qui, croyant au ciel ou non, seront davantage portés à rendre au dernier Empereur, qui fut l'unique chef d'Etat combattant, la justice d'avoir été précisément le seul à vraiment vouloir mettre fin à la tuerie. Il faut rendre à César ce qui est à César.

Document en annexe

Lettre de Charles Ier au prince Sixte de Bourbon Parme du 24 mars 1917

Le texte original est en français. Il est cité ici d'après le prince Sixte de Bourbon Parme, *L'Offre de paix séparée de l'Autriche (5 décembre 1916-12 octobre 1917). Avec deux lettres autographes de l'empereur Charles et une note autographe du comte Czernin*, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 9e édition. 1920, p. 9698

Laxenburg, 24 mars 1917

Mon cher Sixte,

Le troisième anniversaire d'une guerre qui a plongé le monde dans le deuil approche. Tous les peuples de mon empire sont plus fermement unis que jamais dans leur résolution de préserver l'intégrité de la monarchie, même au prix des plus grands sacrifices. En vertu de leur unité, de la généreuse collaboration de toutes les races de l'empire, nous avons pu tenir, depuis près de trois ans, contre les attaques les plus violentes. Personne ne peut nier le succès de mes troupes sur le terrain, notamment sur le théâtre des Balkans.

La France aussi a fait preuve de la plus grande vaillance et de sa magnifique vitalité en résistant à l'invasion. Nous sommes tous obligés d'admirer sans réserve la traditionnelle valeur de sa courageuse armée et l'esprit de sacrifice qui anime le peuple français. Je suis particulièrement heureux de constater que, bien que nous soyons momentanément dans des camps opposés, aucune différence fondamentale de perspective ou d'aspirations ne sépare mon empire de la France ; je crois être en droit d'espérer que la chaude sympathie que je porte à la France, soutenue par l'affection qu'elle inspire à toute la monarchie, empêchera à jamais le retour d'un état de guerre, pour lequel je décline toute responsabilité personnelle.

Pour ces raisons, et en vue de démontrer de manière précise la réalité de ces sentiments, je vous prie de transmettre secrètement et officieusement à M. Poincaré, président de la République française, l'assurance que j'appuierai les justes revendications de la France concernant l'Alsace-Lorraine par tous les moyens dont je dispose et que j'exercerai toute mon influence personnelle auprès de mes alliés à cette fin.

Quant à la Belgique, elle doit recouvrer sa souveraineté et l'ensemble de ses possessions africaines, sans préjudice de toute compensation qu'elle peut être appelée à recevoir pour les pertes qu'elle a déjà subies. La Serbie sera aussi rétablie dans sa souveraineté et, en témoignage de notre bonne volonté à son égard, nous sommes prêts

à admettre son juste et naturel accès à l'Adriatique, ainsi qu'à lui accorder de libérales concessions économiques. Pour sa part, et en tant que condition préalable et absolue, l'Autriche-Hongrie insiste pour que le royaume de Serbie renonce définitivement à toute relation avec des groupes et sociétés dont l'objectif politique est la désintégration de la monarchie et qu'elle les interdise - et spécialement la société nommée Narodna Obrana. Par ailleurs, la Serbie doit prendre les mesures sincères qui sont en son pouvoir pour prévenir toute forme d'agitation politique, à l'intérieur ou à l'extérieur de ses frontières, et nous en donner l'assurance sous la garantie des puissances de l'Entente.

Les événements qui se sont déroulés en Russie m'imposent le devoir de repousser l'examen de la situation jusqu'au moment où un gouvernement stable et légal y sera établi.

Maintenant que je vous ai exposé mes vues, je vous demande à votre tour de me faire part des vôtres après avoir consulté la France et l'Angleterre, de façon que nous puissions préparer un terrain d'entente et de compréhension mutuelle sur lequel les négociations officielles pourront être entreprises et conclues à la satisfaction de tous.

Souhaitant que, des deux côtés, nous soyons bientôt en mesure de mettre fin aux souffrances de millions d'hommes et de toutes les familles qui se trouvent actuellement dans la tristesse et l'anxiété, je vous prie de croire à l'assurance de ma plus chaude et fraternelle affection.

Charles

Pour aller plus loin :

Sources publiées :

Ottokar Czernin, *Im Weltkriege*, Berlin/Wien, Ullstein, 1919.

Gabriel Hanotaux, *Carnets (1907-1925)*, publiés par Georges Dethan. Paris, A. Pedone, 1982. Prince Sixte de Bourbon Parme, *L'offre de paix séparée de l'Autriche (5 décembre 1916 - 12 octobre 1917). Avec deux lettres autographes de l'empereur Charles et une note autographe du comte Czernin*, Paris, Plon-Nourrit et Cie, Paris, 1920.

Arthur Graf Polzer-Hoditz, *Kaiser Karl. Aus der Geheimmappe seines Kabinettchefs*, Zürich- Leipzig-Wien, Amalthea-Verlag, 1929.

Alexandre Ribot, *Journal*, Paris, Plon, 1936.

Sydney Sonnino, *Diario 1916-1922*, Bari, Laterza, 1972.

Ouvrages d'historiens :

Jean Bérenger, *Histoire de l'empire des Habsbourg 1273-1918*, Paris, Fayard, 1990.

Jean-Paul Bled, *L'agonie d'une monarchie : Autriche-Hongrie 1914-1920*, Paris Tallandier, 2015.

Gordon Brook-Shepherd, *Le dernier Habsbourg : l'impératrice Zita parle*, Paris, Flammarion, 1971.

Gordon Brook-Shepherd, *The Last Empress: Life and Times of Zita of Austria-Hungary, 1892-1989*, London, HarperCollins, 1991.

Peter Broucek, *Karl I (IV). Der politische Weg des letzten Herrschers der Donaumonarchie*, Wien, Böhlau, 1997.

Henri Castex, *Les Comités secrets 1917. La paix refusée. Un million de morts inutiles*, Paris, Gedalge, 1972.

Mark Cornwall (ed.), *The Last Years of Austria-Hungary: A Multi-National Experiment in Early Twentieth-Century Europe*, Exeter, University of Exeter Press, 1990.

Alexander Demblin (Hg.), *August Demblin: Minister gegen Kaiser. Aufzeichnungen eines österreichisch- ungarischen Diplomaten über Außenminister Czernin und Kaiser Karl*, Wien, Böhlau Verlag, 1997.

Erich Feigl, *Kaiser Karl I. Ein Leben für den Frieden seiner Völker*, Wien, Amalthea Verlag, 1990.

Erich Feigl, *Zita, Kaiserin und Königin*, Wien, Amalthea Verlag, 1991 (5e éd.), trad. fr abrégée sous le titre *Zita de Habsbourg. Mémoires d'un empire disparu*, Paris, Critérian, 1991.

François Fejtö, *Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Paris, Perrin, rééd. 2014 [1988].

Tibor Frank, « 'C'est la paix !' The Sixtus Letters and the Peace Initiative of Emperor Karl I. », *The Hungarian Review*, vol. VI, n°5, 2015 (<http://www.hungarianreview.com/article/20150911>).

Andreas Gottsman (Hg.), *Karl I (IV), der Erste Weltkrieg und das Ende der Donaumonarchie*, Wien, VÖAW, 2007.

Tamara Griesser-Pecar, *Die Mission Sixtus*, Wien, Amalthea Verlag, 1988. Maureen Healy, *Vienna and the Fall of the Habsburg Empire. Total War and Everyday Life in World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

Holger A. Herwig, *The First World War. Germany and Austria-Hungary, 1914-1918*, Bloomsbury Publishing PLC, 1997.

Robert A. Kann, *Die Sixtusaffäre und die geheimen Friedensverhandlungen Österreich-Ungarns im ersten Weltkrieg*, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1966.

Robert A. Kann, Béla Király and Paula S. Fichtner (eds.), *The Habsburg Empire in World War I*, New York, Columbia University Press, 1977.

Béla Király and Nándor Dreisziger and Albert A. Nofi (eds), *East Central European Society in World War I, War and Society in East Central Europe*, Vol. IX, New York, Columbia University Press, 1985.

Elizabeth Kovács, *Untergang oder Rettung der Donaumonarchie? Die österreichische Frage, Kaiser und König Karl I (IV) und die Neuordnung Mitteleuropas 1916-1922, Band I, Untergang oder Rettung der Donaumonarchie? Politische Dokumente zu Kaiser und König Karl I (IV) aus Internationalen Archiven, Band II*, Wien, Köln, Weimar, Böhlau, 2004.

Bernard Michel, *La chute de l'Empire austro-hongrois, 1916-1918*, Paris, Robert Laffont, 1991.

Jan Mikrut (Hg.), *Kaiser Karl I. (IV.) als Christ, Staatsmann, Ehemann und Familienvater*, Wien, Internationales Forschungsinstitut zur Förderung der Kirchengeschichte in Mitteleuropa, 2004.

Guy Pédroncini, *Les négociations secrètes pendant la grande guerre*, Paris, Flammarion, 1969.

Martin E. Schmidt, *A. Ribot, Odissey of a Liberal in the Third Republic*, Den Hague, Martinus Nijhoff, 1974.

Jean Sévillia, *Le dernier Empereur, Charles d'Autriche, 1887-1922*, Paris, Perrin, 2009.

Jean Sévillia, *Zita, impératrice courage*, Paris, Perrin, 2016 [1997].

Gary W. Shanafelt, *The Secret Enemy : Austria-Hungary and the German Alliance 1914-1918, East European Monographs (CLXXXVII)*, New York, Columbia University Press, 1985.

G.E. Silberstein, *The Troubled Alliance: German-Austrian Relations 1914 to 1917*, Lexington KY, University of Kentucky Press, 1970.

Alan Sked, « *Austria-Hungary and the First World War* », *Histoire@Politique*, 1/2014 (n° 22), p. 16-49.

Georges-Henri Soutou, *L'or et le sang : les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris, Paris, Fayard, 1989.

Wolfgang Steglich, *Die Friedenspolitik der Mittelmächte, 1917-1918*, 2 Bände, Wiesbaden, F. Steiner, 1964.

Leo Valiani, *La dissoluzione dell'Austria-Ungheria*, Milano, Il saggiatore, 1966.

Association
pour la béatification et la
canonisation de l'Impératrice
et Reine Zita, épouse et
mère de famille

Abbaye Saint-Pierre
1, Place Dom Guéranger
72300 Solesmes
association.zita@gmail.com
www.associationimperatricezita.com

Association régie par la loi
de 1901 déclarée à la Sous-
Préfecture de La Flèche
le 16 février 2009
(JO du 28 février 2009)